

Art. 3. Notre Ministre de l'Infrastructure et Notre Ministre de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Infrastructure,
M. DAERDEN
Le Ministre de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Art. 3. Onze Minister van Infrastructuur en Onze Minister van Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 februari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Infrastructuur,
M. DAERDEN
De Minister van Landbouw,
A. BOURGEOIS

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 446

10 FEVRIER 1995. — Arrêté royal relatif à l'échange en 1995 d'emprunts classiques intérieurs, ou y assimilés, contre des obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juin 1992 portant confirmation du Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné le 10 avril 1992, notamment l'article 266;

Vu la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, et notamment les articles 32 et 33;

Vu la loi du 23 décembre 1994 contenant le budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 1995;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'Etat, notamment le chapitre IV, section première;

Vu l'arrêté royal du 25 janvier 1991 concernant l'exonération de précompte mobilier en ce qui concerne les revenus de titres dématérialisés de la dette publique, de transactions sur ces titres et de titres d'emprunts de l'Etat belge, dénommés « Obligations linéaires »;

Vu l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre 1^{er} de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières;

Considérant que la loi du 23 décembre 1994 contenant le budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 1995 autorise le Ministre des Finances à conclure toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, notamment l'article 7;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Notre Ministre des Finances est autorisé à échanger, en 1995, aux conditions qu'il détermine, des emprunts classiques intérieurs, ou y assimilés, contre des obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses.

Art. 2. Par emprunt assimilé aux emprunts classiques intérieurs, on entend dans le présent arrêté l'émission relative aux Bons du Trésor 1990-1996, dont l'emprunt est représenté par des inscriptions nominatives aux grands-livres de la dette de l'Etat.

Art. 3. L'opération d'échange se déroule sur une base strictement volontaire.

Art. 4. Le solde non échangé par l'Etat belge des emprunts visés par l'offre publique d'échange continue à exister jusqu'à son échéance finale aux conditions déterminées dans les arrêtés d'émission de ces emprunts.

Art. 5. La technique d'échange utilisée est celle de l'offre d'échange à prix prédéterminés.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 — 446

10 FEBRUARI 1995. — Koninklijk besluit betreffende de omruiling in 1995 van klassieke binnenlandse of daarmee gelijkgestelde leningen tegen lineaire obligaties van verschillende lijnen en vervaldagen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juni 1992 tot bekrachtiging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd op 10 april 1992, inzonderheid het artikel 260;

Gelet op de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de staatsschuld en het monetaire beleidsinstrumentarium, inzonderheid de artikels 32 en 33;

Gelet op de wet van 23 december 1994 houdende de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de Staatsschuld, inzonderheid het hoofdstuk IV, afdeling I;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 januari 1991 betreffende de vrijstelling van de roerende voorheffing met betrekking tot inkomsten van gedematerialiseerde effecten van de staatsschuld, van transacties in die effecten en van effecten van leningen van de Belgische Staat, genaamd « Lineaire obligaties »;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten;

Overwegende dat de wet van 23 december 1994 houdende de rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1995 de Minister van Financiën machtigt tot het sluiten van elke financiële beheersverrichting uitgevoerd in het algemeen belang van de Schatkist, inzonderheid het artikel 7;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onze Minister van Financiën is bevoegd om, in 1995, tegen de voorwaarden die hij bepaalt, klassieke binnenlandse of daarmee gelijkgestelde leningen om te ruilen tegen lineaire obligaties van verschillende lijnen en vervaldagen.

Art. 2. Onder een lening gelijkgesteld met klassieke binnenlandse leningen verstaat men in het huidige besluit de uitgifte betreffende de Schatkistbons 1990-1996, waarvan de lening vertegenwoordigd wordt door nominatieve inschrijvingen in de grootboeken van de Staatsschuld.

Art. 3. De operatie van omruiling geschiedt op een volstrekt vrijwillige basis.

Art. 4. Het door de Belgische Staat niet omgeruilde saldo van de leningen waarop de openbare offerte van omruiling betrekking heeft, blijft tot zijn eindvervaldag behouden aan de voorwaarden bepaald in de uitgiftebesluiten van deze leningen.

Art. 5. De gebruikte omruilingstechniek is deze van een offerte van omruiling tegen vooraf vastgestelde prijzen.

Art. 6. L'offre d'échange à prix prédéterminés repose sur l'appel d'offres portant sur un prix déterminé à l'avance par le Ministre des Finances pour chaque échange d'un emprunt classique, ou y assimilé, contre des obligations linéaires.

Art. 7. Les candidats à l'échange détenteurs d'inscriptions nominatives et remplissant les conditions pour y participer doivent, pour chaque emprunt dont ils veulent céder des titres, fixer le montant nominal — par quotités de dix millions de francs — à souscrire dans une ou plusieurs lignes d'obligations linéaires au moyen d'anciens titres qu'ils sont disposés à céder à l'Etat, au prix d'échange prédéterminé par le Ministre des Finances.

Art. 8. Par prix d'échange prédéterminé, on entend un capital nominal de titres anciens offerts pour un capital nominal de cent francs d'obligations linéaires.

Le prix d'échange prédéterminé tient compte du rapport entre les valeurs actuelles, le jour de l'opération, de l'emprunt classique, ou y assimilé — y compris les intérêts courus — et de l'obligation linéaire proposée à l'échange.

Art. 9. Le Ministre des Finances détermine le calendrier des adjudications, lequel comprend la date d'adjudication de l'offre d'échange et la date valeur d'échange s'y rattachant.

Il se réserve le droit, jusques et y compris le jour de l'adjudication d'échange, de renoncer partiellement ou totalement à l'adjudication annoncée.

Le Ministre des Finances se réserve également le droit de n'accepter qu'un montant proportionnel des offres remises.

Art. 10. L'offre d'échange à prix prédéterminés des emprunts classiques, ou y assimilés, proposés à l'échange est destinée uniquement aux titulaires d'inscriptions nominatives détenues aux grands-livres de la dette de l'Etat pour ces emprunts, depuis la dernière échéance d'intérêt, pour autant que ces titulaires appartiennent à l'une des catégories suivantes :

1° les établissements financiers ou entreprises y assimilées visés à l'article 105, 1° de l'AR/C.I.R.92;

2° les organismes paraétatiques de sécurité sociale ou les organismes y assimilés visés à l'article 105, 2° du même arrêté;

3° les fonds de placements visés à l'article 115, du même arrêté;

4° les épargnants non-résidents visés à l'article 105, 5° du même arrêté.

Art. 11. Pour un emprunt classique, ou y assimilé, déterminé, le montant total des offres faites par un candidat à l'échange ne peut, en aucun cas, excéder le capital nominal qu'il détient pour cet emprunt en inscriptions nominatives, le jour de la remise des offres.

Si le montant des inscriptions nominatives détenues est insuffisant pour pouvoir payer les souscriptions aux obligations linéaires, l'offre, acceptée sous réserve au moment de l'adjudication, sera réduite d'office par le service des grands-livres dans la ligne d'obligations linéaires ayant l'encours le plus élevé.

A défaut de cette possibilité, le service des grands-livres veillera à satisfaire l'offre au maximum admissible.

Art. 12. Les souscriptions aux obligations linéaires portent sur des multiples de dix millions de francs en nominal. Par quotité nominale de dix millions de francs souscrits en obligations linéaires, il ne peut être présenté que des inscriptions nominatives d'un même emprunt.

Art. 13. Lors d'un échange de titres :

§ 1. Les intérêts prorata temporis dus sur les emprunts classiques, ou y assimilés, cédés ne sont pas payés par l'Etat belge, puisque le prix d'échange est déterminé en tenant compte de ces intérêts courus;

§ 2. Les intérêts prorata temporis sur les obligations linéaires sont payés à l'Etat belge suivant la procédure habituelle de règlement des obligations linéaires.

Le souscripteur paie donc à l'Etat les intérêts bruts courus depuis la dernière échéance d'intérêts de la ligne d'obligations linéaires concernée ou, à défaut, depuis la date-valeur de la première émission jusqu'à la date de valeur d'échange, sur base de mois comptant uniformément trente jours.

Art. 6. De offerte van omruiling tegen vooraf vastgestelde prijzen berust op offerteaanvragen gebaseerd op een vooraf door de Minister van Financiën vastgestelde prijs voor elke omruiling van een klassieke of een daarmee gelijkgestelde lening tegen lineaire obligaties.

Art. 7. De kandidaten voor de omruiling houders van nominatieve inschrijvingen en beantwoordend aan de voorwaarden om deel te nemen, dienen voor elke lening waarvoor zij effecten willen afstaan, het nominale bedrag vast te stellen — per quotiteiten van 10 miljoen frank — in te tekenen in één of verschillende lijnen van lineaire obligaties, door middel van oude effecten die zij bereid zijn aan de Staat af te staan, tegen een omruilingsprijs vooraf vastgesteld door de Minister van Financiën.

Art. 8. Onder vooraf vastgestelde omruilingsprijs verstaat men een nominaal kapitaal van oude effecten aangeboden voor een nominaal kapitaal van 100 frank in lineaire obligaties.

De vooraf vastgestelde omruilingsprijs houdt rekening met de relatie tussen de actuele waarden van de klassieke of de daarmee gelijkgestelde lening op de dag van de verrichting met inbegrip van de opgelopen interesten, en de ter omruiling aangeboden lineaire obligatie.

Art. 9. De Minister van Financiën bepaalt de kalender van de aanbestedingen, waarin de datum van aanbesteding van de omruilingsofferte en de valutadatum van de omruiling hieraan verbonden, inbegrepen is.

Hij behoudt zich het recht voor om tot en met de dag van de aanbesteding zelf geheel of gedeeltelijk aan de aangekondigde aanbesteding te verzaken.

De Minister behoudt zich eveneens het recht voor om slechts een proportioneel gedeelte van de neergelegde offertes te aanvaarden.

Art. 10. De offerte van omruiling van klassieke of daarmee gelijkgestelde leningen aangeboden ter omruiling tegen vooraf vastgestelde prijzen is enkel bestemd voor de titularissen van nominatieve inschrijvingen voor deze leningen gehouden in de grootboeken van de Staatsschuld sinds de laatste interestervaldag, voor zover deze titularissen tot één van de volgende categorieën behoren :

1° de financiële instellingen of ermee gelijkgestelde ondernemingen bedoeld in artikel 105, 1° van het KB/W.I.B.92;

2° de parastatale instellingen voor sociale zekerheid of ermee gelijkgestelde instellingen bedoeld in artikel 105, 2° van hetzelfde besluit;

3° de beleggingsfondsen bedoeld in artikel 115, van hetzelfde besluit;

4° de spaarders niet-verblijfhouders bedoeld in artikel 105, 5° van hetzelfde besluit.

Art. 11. Het totale bedrag van de offertes gedaan voor een bepaalde klassieke of een daarmee gelijkgestelde lening door een kandidaat voor de omruiling mag, in geen geval, het nominale kapitaal waarvan hij voor deze lening houder is in op naam gestelde inschrijvingen, overschrijden op de dag van de neerlegging van de offertes.

Indien het bedrag van de gehouden nominatieve inschrijvingen onvoldoende is om de intekeningen op de lineaire obligaties te betalen, zal de offerte, onder voorbehoud aanvaard op het moment van de aanbesteding, ambtshalve door de dienst van de grootboeken in de lijn van lineaire obligaties die het grootste kapitaal in omloop heeft, verminderd worden.

Indien deze mogelijkheid niet bestaat, zal de dienst van de grootboeken erop toezien dat aan de offerte tot het maximum toegelaten bedrag zal voldaan worden.

Art. 12. De intekeningen op de lineaire obligaties slaan op veelvouden van nominaal 10 miljoen frank. Per nominaal veelvoud van 10 miljoen frank ingetekend in lineaire obligaties, kunnen slechts nominatieve inschrijvingen van eenzelfde lening aangeboden worden.

Art. 13. Bij een omruiling van effecten :

§ 1. De verschuldigde interesten prorata temporis op afgestane klassieke of daarmee gelijkgestelde leningen worden niet door de Belgische Staat betaald vermits de omruilingsprijs vastgesteld is rekening houdend met deze opgelopen interesten;

§ 2. De interesten prorata temporis op de lineaire obligaties worden aan de Staat betaald volgens de gebruikelijke procedure van betaling voor de lineaire obligaties.

De intekenaar betaalt dus aan de Staat de opgelopen bruto interesten sinds de laatste interestervaldag van de betreffende lijn van lineaire obligaties, of, bij ontstentenis, sinds de valutadatum van de eerste uitgifte tot de valutadatum van de omruiling, op basis van eenvormige dertig dagen tellende maanden.

Art. 14. Le versement en faveur du Trésor s'effectue à la Banque Nationale de Belgique à la date d'échange prévue au calendrier :

via le système de liquidation (clearing), pour les candidats à l'échange qui veulent des titres dématérialisés en clearing;

chez le Caissier de l'Etat, pour les candidats à l'échange qui veulent des inscriptions nominatives au service des grands-livres de la dette de l'Etat, par versement au compte 100-2250000-22.

Tout versement tardif d'intérêts dus à l'Etat est augmenté d'une indemnité calculée au taux de l'obligation linéaire concernée majoré d'1/2 % l'an sur base du nombre exact de jours de retard, à partir de la date valeur prévue au calendrier des adjudications.

L'adjudicataire qui tarde pendant plus de quatorze jours à effectuer le paiement des intérêts dus à l'Etat est déchu de ses droits et est redevable d'une indemnité de quatorze jours calculée au taux de l'obligation linéaire concernée majoré d'1/2 % l'an, sur le montant dû.

L'indemnité due au Trésor n'est pas payée via le système de compensation de titres de la Banque Nationale de Belgique; elle doit être versée directement au compte 100-2250000-22 du Service du Caissier de l'Etat, à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles, avec la mention : « Adjudication d'échange — Intérêts de retard — Art. 06.01.10-48.1.2. ».

Art. 15. § 1. Dans la mesure où, après l'échange d'emprunts classiques, subsistent aux grands-livres des soldes dont une fraction ne peut être convertie dans la plus petite coupure des titres au porteur de l'emprunt classique visé par l'échange, cette fraction est remboursée d'office par le Service des grands-livres, via la Chambre de Compensation.

§ 2. Les intérêts courus sur cette fraction sont payés par la même voie.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 février 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Art. 14. De storting ten voordele van de Schatkist gebeurt bij de Nationale Bank van België op de omruilingsdatum voorzien op de kalender :

via het vereffeningsstelsel (clearing), voor de kandidaten voor de omruiling die gedematerialiseerde effecten in clearing willen;

bij de Rijkskassier voor de kandidaten voor de omruiling die nominatieve inschrijvingen bij de dienst van de grootboeken van de Staatsschuld willen, door storting op de rekening 100-2250000-22.

Iedere laattijdige storting van de verschuldigde interesten aan de Staat wordt vermeerderd met een vergoeding berekend tegen de rentevoet van de betreffende lineaire obligatie vermeerderd met 1/2 % per jaar op basis van het juiste aantal achterstallige dagen vanaf de valutadatum voorzien in de kalender van de aanbestedingen.

De deelnemer aan de aanbesteding die langer dan veertien dagen wacht om de betaling van de verschuldigde interesten aan de Staat uit te voeren, wordt ontzet uit zijn rechten en is een vergoeding van veertien dagen verschuldigd berekend tegen de rentevoet van de betreffende lineaire obligatie vermeerderd met 1/2 % 's jaars op het verschuldigde bedrag.

De verschuldigde vergoeding aan de Schatkist wordt niet betaald via het effectenclearingstelsel van de Nationale Bank van België; zij moet rechtstreeks gestort worden op de rekening 100-2250000-22 van de Dienst van de Rijkskassier, bij de Nationale Bank van België te Brussel, met de vermelding : « Aanbesteding van omruiling — nalatigheidsinteresten — Art. 06.01.10-48.1.2. ».

Art. 15. § 1. In de mate dat, na de omruiling van klassieke leningen, in de grootboeken saldi blijven bestaan waarvan een gedeelte niet kan omgezet worden in de kleinste mogelijke coupure van effecten aan toonder van de door de omruiling beoogde klassieke lening, zal dit gedeelte ambtshalve vergoed worden door de dienst der grootboeken via de Compensatiekamer.

§ 2. De opgelopen interesten op dit gedeelte worden via dezelfde weg betaald.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 17. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 februari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

F. 95 — 447 (95 — 57)

[C — 3069]

23 DECEMBRE 1994

Loi relative aux systèmes de protection des dépôts auprès des établissements de crédit. — Errata

Au *Moniteur belge* du 13 janvier 1995 :

Dans le texte français de la loi :

— p. 645, dans le préambule, il y a lieu de lire « sanctionnons » au lieu de « sactionnons »;

— p. 646, à l'article 7 bis, § 4, alinéa 1er de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935, inséré par l'article 2, il y a lieu de lire « protection » au lieu de « potection »;

— p. 646, à l'article 110 bis¹ de la loi du 22 mars 1993, inséré par l'article 4, il y a lieu de lire « Directive » au lieu de « Directife »;

— p. 647, à l'article 110 ter, § 1er, alinéa 2 de la loi du 22 mars 1993, inséré par l'article 4, il y a lieu de lire « système » au lieu de « systèmes »;

— p. 647, à l'article 110 ter, § 2, de la loi du 22 mars 1993, inséré par l'article 4, il y a lieu de lire « deuxième » au lieu de « deuxième »;

— p. 648, à l'article 110 sexies, alinéa 1er, de la loi du 22 mars 1993, inséré par l'article 4, il y a lieu de lire « entrés » au lieu de « entres ».

N. 95 — 447 (95 — 57)

[C — 3069]

23 DECEMBRE 1994

Wet inzake depositobeschermingsregelingen voor de kredietinstellingen. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 13 januari 1995 :

In de Franse tekst van de wet :

— blz. 645, in de aanhef, dient te worden gelezen « sanctionnons » in plaats van « sactionnons »;

— blz. 646, in artikel 7 bis, § 4, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935, ingevoegd door artikel 2, dient te worden gelezen « protection » in plaats van « potection »;

— blz. 646, in artikel 110 bis¹ van de wet van 22 maart 1993, ingevoegd door artikel 4, dient te worden gelezen « Directive » in plaats van « Directife »;

— blz. 647, in artikel 110 ter, § 1, tweede lid, van de wet van 22 maart 1993, ingevoegd door artikel 4, dient te worden gelezen « système » in plaats van « systèmes »;

— blz. 647, in artikel 110 ter, § 2, van de wet van 22 maart 1993, ingevoegd door artikel 4, dient te worden gelezen « deuxième » in plaats van « deuxième »;

— blz. 648, in artikel 110 sexies, eerste lid, van de wet van 22 maart 1993, ingevoegd door artikel 4, dient te worden gelezen « entrés » in plaats van « entres ».